SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Le SEA-UNSA engagé pour l'avenir de l'enseignement agricole face aux difficultés

LES INSTANCES



Lors du Comité Social d'Administration ministériel, le SEA-UNSA a réaffirmé son engagement pour la reconnaissance et l'amélioration des conditions de travail des agents de l'enseignement agricole. Face à une situation politique et budgétaire inédite, nous avons insisté sur la nécessité d'une meilleure connaissance et d'une réelle prise en compte des spécificités de l'enseignement agricole.

Le SEA-UNSA, à travers sa déclaration liminaire et ses diverses interventions liées aux sujets à l'ordre du jour, n'a eu de cesse de **défendre les valeurs des agents en poste dans l'enseignement.**

L'ensemble des personnels titulaires ou contractuels subit un tiraillement vers le bas, auquel s'ajoute la régression de l'attractivité des métiers, qui sont autant de signaux alarmants que nous dénonçons fermement.
Le SEA-UNSA a alerté sur la dégradation constante des conditions de travail et la faible reconnaissance dont souffrent les agents de l'enseignement agricole.
Une nouvelle fois, nous avons signifié l'incompréhension des collègues administratifs, techniques et santé **face au peu de revalorisation de leur IFSE : moitié moins que leurs homologues en administration centrale ou services déconcentrés.**

Face au constat de disparités de pratiques dans les différentes directions, la secrétaire générale a annoncé la commande prochaine d'une étude CGAAER sur le temps de travail des agents de l'enseignement. Nous demandons que le cadre de cette étude ne soit pas limité à l'examen des notes de service organisant le temps de travail de certains corps, mais qu'elle aille au-delà, notamment en prenant en compte les « NON-congés », « les NON-RTT ». **Il est nécessaire de**

tenir compte de toutes les contraintes liées au fonctionnement de nos EPLEFPA.

Par ailleurs, **l'absence persistante des agents contractuels sur budget (ACB) dans le Rapport Social Unique (RSU) 2024,** alors même qu'elle devait être effective depuis le RSU 2023, ajoute une couche d'amertume au gel des négociations nationales concernant l'organisation de leur temps de travail.

Enfin, nous exprimons de fortes inquiétudes sur la capacité du ministère à défendre un budget ambitieux dans la situation actuelle, qui met en péril les engagements annoncés, notamment l'objectif de hausse significative du nombre de diplômés d'ici 2030.
Face à ces enjeux lourds, le SEA-UNSA appelle à un véritable dialogue constructif avec la DGER et le SRH renouvelé, prenant en compte les spécificités de l'enseignement agricole, avec des mesures concrètes pour restaurer l'attractivité, la reconnaissance et les conditions de travail des personnels garantes de la qualité du service public et de l'avenir de notre ministère.
Nous poursuivrons avec détermination nos interventions pour que ces attentes soient entendues.

- Déclaration intersyndicale alertant sur le reclassement des directeurs contractuels de centre

https://unsa-sea.fr/wp-content/uploads/2018/06/DL-Intersyndicale-PersDir.pdf

- Déclaration liminaire du **SEA-UNSA**

https://unsa-sea.fr/wp-content/uploads/2018/06/SEA-UNSA-DL-CSA-M-07-10-25.pdf

- Déclaration liminaire de l'UNSA Agriculture et Forêt et compte rendu

https://www.unsa-agriculture.fr/actus-generales/c/0/i/91643629/compte-rendu-du-csa-ministeriel-du-7-octobre-2025

Le CSA ministériel s'est réuni ce mardi 7 octobre 2025 au MASA.

Propos liminaires de la Secrétaire générale

Malgré une situation politique qualifiée de «?très particulière?», la Secrétaire générale a tenu à rappeler que tous les services du ministère sont mobilisés pour assurer la continuité de l'État.
Elle a souligné l'engagement des agents à exercer leurs missions au bénéfice du personnel et des usagers, indépendamment du contexte.

Rentrée scolaire

Celle-ci a été marquée par une attaque au couteau au lycée d'Antibes le 10 septembre.

Des échanges informels ont déjà eu lieu avec les représentants du personnel à la suite de cet événement.
Un point dédié à l'ordre du jour permettra de travailler sur les leçons à tirer de cet incident, au-delà des mesures d'urgence déjà prises.

Gestion des contrats de la rentrée

Le nombre de postes à pourvoir par des contractuels a augmenté de plus de 25?% cet été, générant une charge de travail très importante.
95?% des contrats ont été traités à temps pour la paie, et des acomptes ont été versés pour les autres.
Cette charge a retardé d'autres tâches, comme l'édition des attestations de fin de contrat.
Le SRH sera renforcé sur les derniers mois de l'année afin de rattraper ce retard.

Statut et rémunération des personnels

Reclassement des contractuels de direction
L'idée initiale d'intégrer ces agents dans le statut d'emploi a été abandonnée à la suite d'un avis défavorable de la DGAFP, mais le projet n'est pas définitivement écarté.
Un reclassement des agents en poste avant le 1er septembre 2024 est en cours, fondé sur un nouvel indice de rémunération tenant compte du poste et de l'ancienneté.
Après négociation avec le contrôle budgétaire, le coût annuel de la revalorisation a été doublé, passant de 550?000?€ à 1?million d'euros.
Le dialogue se poursuit avec les représentants des contractuels de direction et les directeurs d'établissement.

Revalorisation de l'IFSE
Le calendrier de mise en paie est respecté?: catégorie?C en août,?B en septembre, et?A/A+ en octobre.
Une insatisfaction demeure quant à la manière dont le dialogue social a été conduit, dans un contexte budgétaire tendu.
Une nouvelle note de service RIFSEEP paraîtra dans les prochains jours, ajoutant notamment le barème d'Île-de-France pour l'enseignement technique, une revalorisation de 1?000?€ pour les techniciens supérieurs chefs d'équipe en abattoir, et la correction d'une erreur matérielle concernant les assistants ingénieurs.

Élections professionnelles

Elles se tiendront du 3 au 10?décembre par vote électronique.
Un groupe de travail est reprogrammé le 16?octobre?2025 afin de présenter le prestataire et de discuter de la cartographie des instances de dialogue social.

Politique sociale

Le renouvellement du double label Égalité-Diversité est en cours, avec un projet d'extension à 60? établissements de l'enseignement agricole technique.
Les auditeurs de l'AFNOR rencontreront les organisations syndicales début novembre.
Le MASA va adhérer au dispositif #StOpE (Stop au sexisme dit ordinaire en entreprise), visant à lutter contre les actes sexistes dès les premiers signes.
Le partenariat avec le FIPHFP sera renouvelé pour une sixième convention triennale?; le taux

d’emploi des personnes en situation de handicap atteint désormais 5,36?%.

Renouvellement de la convention avec l’ASMA

Afin de stabiliser le financement, 50?000?€ supplémentaires seront versés cette année.

Réponses aux déclarations liminaires des OS

Les sujets inscrits à l’ordre du jour ne sont pas abordés dans ces réponses.
Le dialogue social doit être consolidé et restera un outil essentiel de communication entre l’administration et les organisations syndicales.
L’enseignement des valeurs de la République est affirmé comme «?absolument essentiel?» pour l’enseignement agricole?; il n’y aura «?aucune réduction des ambitions?».

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)

La poursuite des travaux de GPEC est jugée «?fondamentale?» pour répondre aux besoins en compétences des secteurs agriculture, alimentation et forêt.
Le travail prévisionnel de recrutement et de formation des agents restera une priorité, quelle que soit la situation politique du pays.

Qualité de vie et conditions de travail

Malgré l’absence d’un accord signé (bien qu’une majorité de syndicats soient prêts à le faire), le ministère poursuit sa mobilisation sur la qualité de vie et les conditions de travail.
Les travaux se poursuivront, accord ou non, afin de maintenir les actions engagées sans attendre une formalisation.

Mise en œuvre de la loi et filière Bachelor Agro

Le DGER indique que tous les éléments soulevés par les OS sont pris en compte.
Malgré le contexte d’instabilité politique, la loi votée fixe un cap et fournit les outils nécessaires à sa mise en œuvre.
Les travaux autour du projet *Bachelor Agro* avancent bien sur les plans réglementaire et opérationnel.
L’ouverture des nouveaux *Bachelor Agro*, par la voie scolaire et par apprentissage, est prévue pour septembre?2026.

Sur le plan budgétaire, les incertitudes demeurent?; néanmoins, les deux tiers des «?briques du pacte enseignant?» ont été déployés avec l’autorisation de la ministre démissionnaire, préemptant des crédits sur 2026 pour valoriser l’engagement des agents, alors que le PLF reste incertain.

Négociation sur l’organisation du travail des ACB

Les négociations doivent se poursuivre avant l’examen du décret en Conseil d’État autorisant la ministre à créer le GIP.

Projet de loi de finances

La date limite de transmission au Parlement est fixée au **lundi 13?octobre**, borne légale de dépôt.

Points à l’ordre du jour

1. Pour information?: attaque au lycée agricole d’Antibes?– suites et méthode de travail
2. Pour information?: présentation du **Rapport social unique 2024**
3. Pour information?: présentation de l’**Index égalité 2024** et des chiffres clés Égalité-Diversité
4. Questions diverses

Attaque au lycée agricole d’Antibes?: suites et méthode de travail

Les réflexions doivent porter sur plusieurs thématiques afin de tirer les enseignements de cet événement, à la lumière des nombreux échanges nationaux et locaux.
Trois axes de travail seront définis, avec un échéancier permettant de préserver la capacité des services.

Objectif?: parvenir à une objectivation saine de la situation pour élaborer des réponses adaptées.

Sécurité et accompagnement des agents

- Sécurité des agents et coordination entre établissements (EA) et services déconcentrés.
- Application des consignes Vigipirate, procédures de signalement, protection fonctionnelle, accompagnement psychologique et médecine de prévention.
- Diagnostic de sécurité des établissements et coordination avec les forces locales d’autorité.

- Évaluation critique des procédures existantes et pistes d'amélioration.

Santé mentale des jeunes

- Diagnostic global des dispositifs existants, y compris compétences psychosociales.
- État des lieux conjoint IGAS/DGER.
- Formation et protection des personnels face aux troubles identifiés, en lien avec les dispositifs de l'Éducation nationale.

Présentation du Rapport social unique 2024

- Hausse du taux d'emploi des personnels en situation de handicap entre?2023 et?2025.
- Progression du nombre d'instances de dialogue social réunies.
- Optimisation des indicateurs (70 fusionnés).
- À partir de 2025, la BDS sera transmise sous forme de tableur en amont des CSAM.

L'UNSA rappelle que les ACB doivent figurer dans le RSU depuis?2023?; les données remontées à la DGER dans le cadre des négociations sur le cadre d'emploi offrent un reflet précis des effectifs.
Sur le télétravail, l'organisation souligne l'aspect infondé de la mention «?missions particulières dans l'enseignement?» justifiant l'exclusion de certains postes.
La hausse des signalements est interprétée positivement?: elle traduit une meilleure communication et un dispositif plus efficace.

Présentation de l'Index égalité 2024 et chiffres clés Égalité-Diversité

Le MASA publiera le 30?septembre?2025 son **Index de l'égalité professionnelle** au titre de?2024.
Le ministère obtient un score de **84/100**, en progression par rapport à?2023?(81) et?2022?(83).
Cette hausse découle de?3?points gagnés sur deux indicateurs?:

- Écarts de rémunération pour les contractuels (+1?pt)

- Dix plus hautes rémunérations (+2?pts).

Le score dépasse de?9?points le seuil réglementaire de?75.
Des actions complémentaires seront engagées pour renforcer l'accès des femmes aux plus hautes responsabilités.

Questions diverses

La Secrétaire générale n'a pas été en mesure de préciser les chiffres du budget?2026, mais a rappelé que la date limite de présentation du PLF reste fixée au?13?octobre.

TSMA – Techniciens supérieurs du ministère de l'Agriculture
Objectifs?: renforcer l'attractivité du corps, la fidélisation et la professionnalisation.
Le MASA prévoit d'ouvrir les concours aux étudiants de?BTS en?2??année de diplomation (objectif?2026).
La DGER mènera une campagne d'information dans les?EPL afin d'alimenter le vivier de candidats.

Flash info RH
Une sous-rubrique RH est désormais disponible sur l'intranet pour archiver les *Flash info* et permettre à tous les agents d'y accéder.

Repyramidage dans la FFR
Le plan de requalification du?MESR a été pleinement pris en compte.
L'UNSA souligne néanmoins l'impossibilité de déroulement de carrière dans la filière formation-recherche.

Turn-over des personnels de direction

- DEA?: 184?agents ??24?mobilités
- Directeurs d'atelier?: 37?agents ??8?mobilités
- Directeurs de?CFPPA?: 82?agents ??11?mobilités
- Directeurs de?CFA?: 32?agents ??7?mobilités
- Directeurs?CFA/CFPPA?: 22?agents ??1?mobilité
